

BRÈVES SECTORIELLES

États-Unis

Une publication du SER des États-Unis
N°2024-07 du 16 février 2024

Sommaire

Commerce et sanctions

1. L'accord transitoire sur les taxes sur les services numériques est prorogé jusqu'à fin juin 2024
2. Un rapport du Congrès met en lumière certains investissements américains dans des sociétés chinoises de haute technologie
3. Les négociations se poursuivent en vue d'un accord transatlantique sur les minéraux critiques
4. Selon l'USTR Katherine Tai, les droits de douane ne sont qu'un « outil » parmi d'autres

Climat – énergie – environnement

5. L'administration Biden annonce plus de 157 M\$ pour restaurer les terres et les eaux fédérales
6. Le Département de l'Énergie publie des clarifications sur sa décision de mettre en « pause » les nouvelles autorisations d'exportation de GNL
7. Les États-Unis accueillent le premier Dialogue sur les minéraux critiques C5+1

Transport et infrastructure

8. Le Département des Transports annonce près d'1 Md\$ pour les aéroports américains en 2024

Industrie

9. La Secrétaire au Commerce annonce la création du réseau de formation HBCU CHIPS Network
10. L'administration Biden annonce un investissement de plus de 5 Md\$ pour le NSTC

Distribution et divertissement

11. Le Superbowl génère d'importantes retombées économiques

Agriculture et industrie agroalimentaire

12. L'USDA publie les résultats de son recensement agricole de 2022
13. Une cour fédérale suspend l'autorisation d'utilisation du dicamba

Numérique et innovation

14. Microsoft affirme avoir des preuves de l'utilisation de systèmes d'IA par des acteurs cybermalveillants chinois, russes, iraniens et nord-coréens

Santé

15. L'IA et les traitements contre l'obésité ont été identifiés à la *JP Morgan Conference* comme les deux sujets phares de l'année pour l'industrie pharmaceutique américaine

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. L'accord transitoire sur les taxes sur les services numériques est prorogé jusqu'à fin juin 2024

Les États-Unis, l'Autriche, l'Espagne, la France, l'Italie et le Royaume-Uni ont [annoncé](#) le 15 février leur décision de prolonger jusqu'au 30 juin 2024 l'accord transitoire sur les taxes nationales sur les services numériques qu'ils avaient [conclu](#) en octobre 2021, dans l'attente de la mise en œuvre de la solution multilatérale négociée sous l'égide du Cadre inclusif OCDE/G20. Dans le cadre de cet accord, l'Autriche, l'Espagne, la France, l'Italie et le Royaume-Uni, qui mettent déjà en œuvre des taxes sur les services numériques, pourront ainsi les maintenir jusqu'à ce que le « Pilier I » de ces négociations entre en vigueur. De leur côté, les États-Unis s'engagent à ne pas mettre en œuvre de sanctions commerciales, fondées sur la Section 301 du Trade Act de 1974, en réponse à ces taxes.

Le communiqué publié par le Bureau de la Représentante au Commerce américaine (USTR) [précise](#) que cette décision de prolongation a été prise en considération des efforts continus pour parvenir à un accord multilatéral, et le communiqué conjoint la replace dans le contexte de l'[appel](#) formulé le 18 décembre 2023 pour la finalisation d'un texte sur le Pilier I « avant la fin du mois de mars 2024 », en vue de tenir une cérémonie de signature de l'accord « avant la fin du mois de juin 2024 ».

2. Un rapport du Congrès met en lumière certains investissements américains dans des sociétés chinoises de haute technologie

La Commission spéciale sur le parti communiste chinois à la Chambre a [publié](#) le 9 février un rapport bipartisan intitulé « Les investisseurs du parti communiste chinois : comment les fonds américains alimentent les pratiques abusives de la Chine dans les domaines militaire et des droits humains ». Ce rapport recense les investissements réalisés par cinq fonds d'investissement américains (GGV Capital, GSR Ventures, Qualcomm Ventures, Sequoia Capital et Walden International), d'un montant cumulé de 3 Md\$, au sein d'entreprises chinoises dans les secteurs de l'intelligence artificielle (1,9 Md\$) et des semi-conducteurs (1 Md\$) et présentés comme soutenant les ambitions militaires, l'appareil de surveillance de masse et les violations des droits de l'homme de la Chine. Selon le rapport, ces investissements sont en outre adossés à des échanges intangibles (transfert de compétences, partage du réseau de talents, facilitation d'accès aux marchés américain et européen, etc.). Le rapport indique que de tels investissements ont été encouragés par le gouvernement américain au milieu des années 2000, qui considérait qu'un rapprochement économique avec la Chine l'inciterait à libéraliser son économie. Selon le rapport, cette stratégie n'a toutefois pas offert les résultats escomptés, la Chine ayant profité des

investissements américains pour favoriser son rattrapage technologique et moderniser son appareil militaire.

La plupart des entreprises bénéficiaires de ces financements font actuellement l'objet de restrictions ou de sanctions de la part de l'administration américaine. Pour autant, le rapport n'indique pas que ces investissements étaient contraires à la réglementation américaine lorsqu'ils ont été réalisés. Il souligne néanmoins que les fonds recensés auraient dû mieux estimer les conséquences de leurs investissements, ceux-ci ayant permis le développement d'entreprises susceptibles de porter atteinte à la sécurité nationale américaine. Certains des fonds ont opéré des désinvestissements tandis que d'autres ont fait le choix de scinder leurs entités légales américaines et chinoises.

La publication de ce rapport intervient alors que le président républicain de la Commission spéciale, M. Gallagher (R-Wisconsin), a annoncé le 10 février à la presse qu'il ne se représenterait pas à l'issue de son mandat de représentant, qui doit échoir cette année. En outre, selon le Financial Times, M. Gallagher [prévoit](#) de se rendre à Taiwan le 21 février afin de rencontrer le président nouvellement élu, Lai Ching-te.

3. Les négociations se poursuivent en vue d'un accord transatlantique sur les minéraux critiques

À l'occasion d'un déplacement aux États-Unis, le Vice-Président de la Commission européenne en charge du Pacte Vert, Maroš Šefčovič, est [intervenu](#) dans le cadre d'une conférence organisée par le think tank Atlantic Council, le 13 février. Interrogé sur les négociations en cours entre l'Union européenne et les États-Unis en vue d'un accord sur les minéraux critiques, qui donnerait à l'Union européenne le statut de partenaire d'« accord de libre-échange » aux termes de l'Inflation Reduction Act (IRA), il a indiqué que ce sujet avait été abordé lors de son entretien avec le Conseiller de la Maison-Blanche en charge de l'énergie, John Podesta, qui [prendra](#) bientôt les fonctions d'Envoyé spécial du Président pour le climat, jusqu'alors exercées par John Kerry. M. Šefčovič a rapporté que l'administration Biden et la Commission européenne étaient déterminés à porter un « nouveau regard » sur ces négociations et sur « les raisons pour lesquelles elles étaient bloquées ». Il a estimé que les deux parties avaient une « philosophie très similaire » s'agissant des minéraux critiques et devraient coopérer ensemble à la mise en œuvre de projets dans des pays tiers. Interrogé sur le risque de voir les subventions octroyées par l'IRA attirer des entreprises et investissements hors d'Europe vers les États-Unis, le M. Šefčovič a indiqué que l'accord sur les minéraux critiques était l'un des résultats des discussions en cours à ce sujet avec la partie américaine, et que sa conclusion serait un « développement très bienvenu ». Cependant, il a estimé qu'au-delà de ces négociations, il fallait rechercher la création d'un marché transatlantique vert entre les États-Unis et l'UE, marché qui ne serait pas un « accord de libre-

échange» mais reposerait sur des standards communs, des projets d'investissements mutuels et la création d'économies d'échelle.

4. Selon l'USTR Katherine Tai, les droits de douane ne sont qu'un « outil » parmi d'autres

La Représentante américaine au Commerce (USTR) Katherine Tai est [intervenue](#) au think tank Council on Foreign Relations (CFR) le 12 février. À cette occasion, elle a répété que l'objectif de l'administration Biden en matière de politique commerciale était d'abord la création d'« emplois de qualité ». Le fait que les États-Unis soient un moteur de la consommation mondiale et importent de grandes quantités de biens leur conférait selon elle un « levier » dans les négociations commerciales. Interrogée sur les arbitrages auxquels l'administration pouvait être confrontée dans la mise en œuvre de sa politique commerciale, entre nécessité de réduire la dépendance des États-Unis à la Chine et celle de maîtriser l'inflation tout en facilitant la transition vers une économie propre, K. Tai a estimé qu'il ne fallait pas analyser cette situation comme un jeu à somme nulle. Elle a souligné que réduire aujourd'hui les dépendances critiques des États-Unis et les vulnérabilités qu'elles représentaient pour le pays permettrait de réduire à l'avenir les risques inflationnistes causés par la coercition économique pratiquée par les pays « dominants ».

L'USTR a aussi été interrogée sur l'étude récemment publiée par les économistes David Autor, Ann Beck, David Don et Gordon Hanson sur l'échec économique des droits de douane imposés par l'administration Trump et leur effet de renforcement de la base électorale de Donald Trump et du parti républicain [voir [Brèves Sectorielles du 9 février 2024](#)]. K. Tai a appelé à ne pas réduire la politique commerciale aux seuls droits de douane, qui ne constituaient selon elle qu'un « outil » parmi d'autres utilisés par l'administration pour atteindre ses objectifs en faveur des travailleurs. L'USTR a aussi indiqué que si l'administration Biden avait conservé « beaucoup des droits de douane » imposés par l'administration Trump, c'était parce qu'elle considérait qu'ils avaient une « valeur stratégique » dans le cadre de sa politique de renforcement de la classe moyenne américaine.

Ces propos de K. Tai intervenaient alors que le même jour, dans une lettre adressée au Président Biden, 88 représentants démocrates ont [exprimé](#) leur soutien à l'approche l'USTR s'agissant de la mise en œuvre de la politique commerciale « inclusive et centrée sur les travailleurs » de l'administration, particulièrement dans le domaine de l'économie numérique. Les auteurs de la lettre ont dit apprécier les efforts de K. Tai afin de s'assurer que le positionnement pris par la précédente administration dans les négociations relatives au commerce électronique à l'OMC et dans le contexte du Cadre économique indopacifique (IPEF) soit aligné avec celui de l'administration actuelle et avec les débats au Congrès.

Brèves

- Le 8 février, le Département américain du Trésor a [sanctionné](#) quatre entités et un navire accusés de contribuer au contournement du plafond de prix sur le pétrole russe (« *price cap* »). L'OFAC a également publié le même jour deux décisions interdisant respectivement l'[importation](#) de certaines catégories de diamants extraits, produits, ou fabriqués tout en partie en Russie (incluant ceux transformés hors du territoire russe) et l'[importation](#) de bijoux en diamants ou de diamants non triés provenant de Russie, en application du [décret présidentiel 14114](#) du 22 décembre 2023.
- Le 13 février, le Président de la Commission des affaires judiciaires de la Chambre des représentants, Jim Jordan (R-Ohio) et 10 autres membres républicains de cette Commission, ont adressé une lettre à l'USTR K. Tai, l'[appelant](#) à leur communiquer toute information relative à son positionnement sur la prolongation de la dérogation à l'Accord sur les droits de propriété intellectuelle liés au commerce (ADPIC) aux diagnostics et traitements contre la Covid, actuellement débattue à l'OMC.
- Le 13 février, l'USTR K. Tai a [annoncé](#) la résolution d'un cas d'activation du Mécanisme de réponse rapide (MRR) de l'accord États-Unis-Mexique-Canada (USMCA) concernant une usine de l'équipementier japonais Fujikura située au Mexique. Le communiqué publié par l'USTR liste un certain nombre d'actions qui ont été mises en œuvre par cette usine afin d'assurer le respect des droits de ses employés, dont la mise en place de formations sur les droits des travailleurs au sein de l'usine.
- Le 14 février, l'USTR K. Tai s'est [entretenu](#) avec son homologue des Émirats arabes unis, Thani bin Ahmed Al Zeyoudi, qui présidera la treizième conférence ministérielle de l'OMC (MC13) du 26 au 29 février prochain. Selon le communiqué de l'USTR, K. Tai et son homologue ont discuté des priorités de cette réunion ministérielle, notamment s'agissant des subventions à la pêche, de l'agriculture, des accessions de nouveaux membres à l'OMC, et de la réforme de cette organisation, y compris de son système de règlement des différends.
- Le 14 février, le Département américain du Trésor a [sanctionné](#) quatre entités et trois individus accusés d'avoir facilité l'acquisition de biens et technologies américains par la Banque centrale d'Iran en contournant les sanctions américaines en vigueur.

Climat – énergie – environnement

5. L'administration Biden annonce plus de 157 M\$ pour restaurer les terres et les eaux fédérales

Le 8 février, le Département de l'Intérieur (DoI – chargé de la gestion des terres fédérales) a [annoncé](#) l'octroi de plus de 157 M\$ dans le cadre du programme pour financer des projets de restauration des paysages. Ce programme est pourvu par la loi bipartisane sur les infrastructures. Le DoI indique que ce budget soutiendra 206 projets de restauration des écosystèmes dans 48 États et le District de Columbia.

Dans son communiqué, le DoI rappelle qu'il avait dévoilé en avril 2023 le Cadre de restauration et de résilience (Restoration and Resilience Framework), afin de mieux coordonner l'ensemble de ses initiatives. Il souligne que ce financement permettra d'investir dans plusieurs projets qui font progresser les trois piliers de ce cadre : le renforcement de la résilience contre les impacts du changement climatique ; la restauration de la qualité des terres et des eaux ; et l'amélioration de la qualité de vie des collectivités.

Les projets devraient être menés en partenariat avec des États fédérés, des collectivités et tribus des territoires américains, ainsi qu'avec des organisations à but non lucratif. En outre, plus de la moitié des projets devraient bénéficier à des communautés historiquement mal desservies, faisant ainsi progresser l'initiative Justice40 du Président Biden, qui vise à offrir 40 % des investissements connexes au climat ou aux énergies propres à des communautés jugées défavorisées.

6. Le Département de l'Énergie publie des clarifications concernant sa décision de mettre en « pause » les nouvelles autorisations d'exportation de GNL

Le 8 février, le Département de l'Énergie (DoE) a [publié](#) des clarifications concernant sa décision de procéder à une « pause temporaire » de l'instruction des autorisations d'exportation de gaz naturel liquéfié (GNL). Dans cette communication, le DoE souhaite « faire la lumière sur les faits et dissiper les idées fausses les plus répandues ». En particulier, six points sont mis en avant :

- L'administration Biden n'interdit pas les exportations de GNL dans une logique de guerre contre les combustibles fossiles. La pause temporaire n'affectera pas les installations de GNL en exploitation, ni les exportations de GNL déjà autorisées. Elle ne perturbera pas les projets en cours de construction.
- Cette décision ne renforce pas les ennemis des États-Unis et ne nuit pas à leurs alliés. Cette mesure n'aura aucune incidence sur la capacité d'exportation déjà autorisée ou en exploitation ; elle n'aura donc pas d'incidence sur leur capacité à approvisionner

leurs alliés en Europe, en Asie ou d'autres destinataires des exportations américaines déjà autorisées.

- Cette action n'est pas une réponse aux activistes du climat. Des évaluations économiques et environnementales similaires avaient déjà été menées, pour la dernière fois en 2018 et 2019. Étant donné que les installations d'exportation de GNL sont d'énormes projets d'infrastructure qui auront des répercussions pendant des décennies, le DoE insiste sur la nécessité de comprendre et d'évaluer les effets à long terme sur les communautés locales et sur le climat.
- Cette mesure ne nuira pas à l'emploi aux États-Unis. Cette mesure ne perturbera pas les projets en cours de construction ou ceux qui pourraient être en construction dans les années à venir.
- Cette pause ne fera pas augmenter les prix chez les consommateurs américains. Cette action vise à mieux cerner la façon d'éviter une situation qui conduit à des prix plus élevés aux États-Unis.
- Cette décision n'est pas mauvaise pour le climat. Selon le DoE, le monde assiste à une augmentation sans précédent de l'utilisation des énergies propres. Le DoE ajoute que le scénario de référence le plus récent de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) indique que la demande mondiale en gaz naturel atteindra un sommet au cours de la prochaine décennie.

7. Les États-Unis accueillent le premier Dialogue sur les minéraux critiques C5+1

Le 8 février, le Département d'État (DoS) a [accueilli](#) la réunion inaugurale du Dialogue sur les minéraux critiques C5+1, rassemblant cinq pays d'Asie centrale (C5), à savoir le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan, le Turkménistan et l'Ouzbékistan, ainsi que les États-Unis.

Ce dialogue s'est tenu à la suite de la plus grande conférence minière d'Afrique, Mining Indaba, au cours de laquelle le Sous-Secrétaire américain à la Croissance économique, à l'énergie et à l'environnement, Jose Fernandez, est intervenu sur des sujets de sécurisation et de renforcement des chaînes d'approvisionnement en minéraux critiques. Il a ensuite présidé la discussion du C5+1 sur les buts et objectifs du Dialogue sur les minéraux critiques, qui visera à accroître l'implication de la région dans les chaînes d'approvisionnement mondiales en minéraux critiques, renforcer la coopération économique et faire progresser la transition vers une énergie propre, tout en protégeant les écosystèmes de l'Asie centrale.

Chaque pays a souligné l'avantage de ces travaux afin de faire progresser leurs objectifs communs en matière de minéraux critiques. Parmi les initiatives examinées, les États-Unis ont mis l'accent sur les possibilités offertes par le Mineral Security Partnership (MSP) et le Partnership for Global Infrastructure and Investment (PGI).

Le communiqué indique que les États-Unis ont accueilli favorablement les commentaires des pays du C5 visant à promouvoir de nouvelles possibilités de partenariats et d'investissements, ainsi que leurs efforts visant à poursuivre le dialogue par l'intermédiaire de coordonnateurs nationaux dans le cadre du C5+1.

Brèves

- Le 8 février, l'Agence américaine d'information sur l'énergie (US EIA), a [indiqué](#) que le redémarrage des réacteurs nucléaires au Japon a conduit à une baisse de ses importations de GNL pour la production d'électricité. Après l'accident de Fukushima en 2011, le Japon avait suspendu l'exploitation de ses 48 réacteurs nucléaires et s'était appuyé presque exclusivement sur le GNL importé pour remplacer la production d'électricité perdue. En décembre 2022, 11 GW de la capacité nucléaire japonaise ont été remis en service. En 2023, l'Australie était le plus grand fournisseur de GNL du Japon (42 % de ses importations), suivie par la Malaisie (16 %), la Russie (9 %), les États-Unis (8 %) et la Papouasie-Nouvelle-Guinée (6 %).
- Le 13 février, le Département de l'Énergie (DoE) a [annoncé](#) 60 M\$ pour développer des projets d'énergie géothermique. Financés par la loi bipartisane sur les infrastructures, les projets pilotes utiliseront des technologies innovantes. Ces projets doivent démontrer le potentiel de l'énergie géothermique pour fournir de l'électricité fiable et rentable aux foyers et aux entreprises des États-Unis.
- Le 14 février, l'Agence américaine d'information sur l'énergie (US EIA) a [indiqué](#) qu'elle prévoit que la consommation de gaz naturel en Inde fera plus que tripler d'ici 2050. La croissance annuelle de la consommation est estimée à 4,4 % au cours de cette période. L'US EIA prévoit que le secteur industriel de l'Inde, en particulier la production d'ammoniac destinée à réduire les importations d'engrais, ainsi que le secteur du raffinage du pétrole en pleine croissance seront à l'origine de la majeure partie de la croissance de la consommation de gaz naturel au cours de la période de projection.

Transport et infrastructure

8. Le Département des Transports annonce près d'1 Md\$ pour les aéroports américains en 2024

Le 15 février, le Département des Transports (DoT) a [annoncé](#) que l'administration fédérale de l'aviation (FAA) accordera 970 M\$ à 114 aéroports à travers le pays, répartis dans 44 États et trois territoires.

Ce financement provient de l'Airport Terminals Program, doté de 5 Md\$ sur une période de cinq ans. La loi bipartisane sur les infrastructures (BIL) comprend deux autres programmes dédiés à l'aviation : l'Airport Infrastructure Program et l'Air Traffic Facilities Program, dotés d'enveloppes totales respectives de 15 Md\$ et de 5 Md\$ sur cinq ans. Au total, la BIL prévoit ainsi un montant historique de 25 Md\$ pour moderniser les infrastructures aéroportuaires des États-Unis.

D'après le communiqué du DoT, ce financement permettra de répondre à la demande croissante de transport aérien et de lancer des projets qui amélioreront l'expérience des passagers, l'accessibilité et la durabilité, tout en créant des emplois bien rémunérés. Les investissements destinés à améliorer l'expérience des passagers comprennent de nouveaux systèmes de bagages, des points de contrôle de sûreté plus grands, l'augmentation de la capacité des portes d'embarquement et la modernisation des infrastructures vieillissantes dans les terminaux et les transports terrestres. Ces investissements renforcent la durabilité des terminaux et améliorent l'accessibilité pour les personnes handicapées. Neuf subventions permettront de répondre aux besoins des tours de contrôle du trafic aérien vieillissantes.

Le communiqué précise que ces nouvelles subventions permettront de construire ou d'agrandir des terminaux aéroportuaires à Washington Dulles, à Salt Lake City International dans l'Utah et à Hector International à Fargo, en Dakota du Nord. La liste complète des aéroports bénéficiant d'un financement est disponible en [ligne](#).

Industrie

9. La Secrétaire au Commerce annonce la création du réseau de formation HBCU CHIPS Network

Le 9 février, la Secrétaire au Commerce Gina Raimondo a [dévoilé](#), dans le cadre du *Black History Month*, le partenariat entre le Georgia Institute of Technology et les universités du réseau HBCU (*Historically Black Colleges and Universities*) pour anticiper les besoins croissants en main d'œuvre de l'industrie des semiconducteurs, confrontée à un risque de tension important en raison du développement du secteur avec la mise en œuvre du CHIPS Act. D'ici 2030, les industriels estiment qu'il manquera plus de 90 000 techniciens qualifiés et 300 000 ingénieurs.

Présent dans 19 États avec 101 établissements partenaires, le HBCU délivre 24% des diplômes de *bachelor* STEM (*science, technology, engineering, and mathematics*) aux États-Unis. La participation de ce réseau au CHIPS Network doit permettre à la population afro-américaine, historiquement éloignée des hubs technologiques, de bénéficier de l'essor du secteur des semiconducteurs. Ce partenariat s'inscrit dans la continuité de la [stratégie](#) établie par Gina Raimondo

pour la formation professionnelle, dont l'objectif est de tripler le nombre de diplômés dans les secteurs reliés à l'économie des semiconducteurs. Le HBCU CHIPS Network est la deuxième initiative dédiée à la formation professionnelle depuis la promulgation du CHIPS Act en 2022, après la [Million Women in Construction Initiative](#) visant à féminiser les filières de construction, notamment pour les fonderies de semiconducteurs.

10. L'administration Biden annonce un investissement de plus de 5 Md\$ pour le NSTC

Le 9 février, le Département du Commerce (DoC) a [officialisé](#), en partenariat avec le Département de la Défense (DoD) et de l'Énergie (DoE), un investissement de plus de 5 Md\$ pour le National Semiconductor Technology Center (NSTC), afin d'améliorer la capacité d'innovation américaine dans le secteur des semiconducteurs. Cet investissement s'inscrit dans le cadre du CHIPS R&D program, doté d'une enveloppe totale de 11 Md\$, qui doit permettre de déployer [quatre programmes](#) : le NSTC, le National Advanced Packaging Manufacturing Program (NAPMP), le CHIPS Metrology Program et le CHIPS Manufacturing USA Institute, dont la *Notice of Intent* a été publiée début février [voir [Brèves Sectorielles du 9 février 2024](#)]. Le NSTC doit devenir la pierre angulaire de la stratégie de R&D américaine en matière de semiconducteurs, en permettant de réunir l'ensemble des acteurs de la chaîne de valeur *via* la création d'un consortium public-privé. Le NSTC prévoit de nouvelles annonces dès mars 2024 afin d'indiquer l'orientation des premiers travaux qui seront réalisés.

Distribution et divertissement

11. Le Superbowl génère d'importantes retombées économiques

Le 11 février, le Superbowl se tenait à Las Vegas pour sa 58^e édition, avec une confrontation entre les Chiefs de Kansas City et les 49ers de San Francisco. Match le plus long dans l'histoire de la compétition, cette édition a aussi permis de battre un record d'audience avec environ 120 millions de téléspectateurs sur l'ensemble du match. Le prix des publicités s'est maintenu au même niveau que 2023 avec un prix fixé à 7 M\$ pour 30 secondes, [en hausse néanmoins de 75 %](#) en 10 ans (4 M\$ en 2014). Cette hausse constante du prix des publicités contribue à l'envolée des prix pour les droits de diffusion, cinq fois plus importants que la NBA et la MLB, la NFL ayant signé en 2021 un accord-cadre de 100 Md\$ sur la période 2023-2033, avec des droits répartis entre plusieurs opérateurs : CBS (Viacom) qui a diffusé l'édition 2024, ESPN et ABC (Disney), Fox, NBC (NBCUniversal) et Amazon.

Conséquence de cet engouement sportif et économique, la ville hôte bénéficie généralement de fortes retombées économiques pour l'organisation d'un tel évènement. Selon la [U.S. Chamber of](#)

[Commerce](#), le Superbowl a fait bénéficier Las Vegas de 150 000 touristes et 215 M\$ de revenus supplémentaires. Par ailleurs, l'American Gaming Association estime que près de 67 millions d'américains ont effectué un pari sur le match, pour une mise globale de 23,1 Md\$, soit 44 % de plus qu'en 2023.

Agriculture et industrie agroalimentaire

12. L'USDA publie les résultats de son recensement agricole de 2022

Le recensement agricole de 2022 a été [publié](#) le 7 février par le service statistique de l'USDA. Réalisé tous les 5 ans, ce document offre un panorama extrêmement détaillé et chiffré de l'agriculture américaine, au niveau national et par État fédéré, et permet d'en suivre l'évolution depuis 1840.

Les tendances sur la structure des exploitations déjà mises en évidence en 2017 se confirment :

- Le nombre d'exploitations décline pour atteindre 1,9 million, en baisse de 142 000 (soit -7 %) par rapport à 2017. La concentration du secteur se poursuit avec une disparition accélérée des petites structures réalisant un chiffre d'affaires annuel inférieur à 10 000 \$ (1 185 000 en 2017 contre 1 037 000 en 2022, soit -13 %). Seule la catégorie des fermes réalisant un chiffre d'affaires supérieur à 1 M\$ augmente, passant de 77 000 à 105 000 (soit +36 %).
- La taille moyenne des exploitations agricole augmente (187 ha contre 178 ha en 2017) alors que la surface agricole utile nationale perd 8 millions d'hectares pour atteindre 356 millions d'hectares (-2 %).
- L'âge moyen des agriculteurs augmente de 6 mois par rapport à 2017, pour atteindre 58,1 ans, et l'âge moyen des nouveaux agriculteurs s'établit à 47,1 ans. Le vieillissement de la profession ralentit légèrement : l'âge moyen des agriculteurs avait augmenté d'1,2 an entre 2012 et 2017.

13. Une cour fédérale suspend l'autorisation d'utilisation du dicamba

Dans un jugement [rendu](#) la semaine dernière, une cour fédérale d'Arizona a suspendu l'autorisation d'utilisation du dicamba par l'EPA. La cour a motivé sa décision par le non-respect de la procédure par l'EPA. La cour a en effet retenu que l'EPA n'a pas soumis le règlement à commentaires publics et n'a pas laissé un délai suffisant pour que toutes les expertises scientifiques qui auraient été nécessaires soient conduites.

En juin 2020, une cour d'appel avait déjà bloqué les ventes d'herbicides à base de dicamba en estimant que l'EPA avait sous-estimé les risques pour l'environnement liés aux pulvérisations. L'usage du dicamba est en effet contesté par les groupes environnementalistes en raison de sa volatilité et de sa capacité à se propager hors de la parcelle traitée, donc de contaminer les champs voisins. L'EPA, sous l'impulsion de l'ancien président Donald Trump, avait alors rédigé en urgence un nouveau règlement conforme aux recommandations de la cour qui avait permis sa ré-autorisation en octobre 2020.

Le dicamba est une molécule utilisée dans des herbicides vendus par Bayer, Syngenta et BASF. Il est utilisé sur près de 16 millions d'hectares de soja et de coton aux États-Unis. Par ailleurs, la 2^e semence de soja la plus vendue aux États-Unis est un type de semence modifié génétiquement pour être résistante à cet herbicide.

Les producteurs de soja ont exprimé leur mécontentement dans un [communiqué](#) qui précise que la décision de la cour entrainera une perte de revenus pour les agriculteurs liés à la baisse de rendement et à la perte financière liée aux stocks déjà achetés et qui ne pourront plus être utilisés.

Brèves

- L'Alcohol and Tobacco Tax Bureau (TTB) va [mener](#) des auditions les 28 et 29 février sur le sujet de l'étiquetage des boissons alcoolisées. L'[objet](#) de ces auditions portera sur l'opportunité d'étendre l'obligation d'afficher le titre alcoolique aux boissons alcooliques de moins de 7 % et de rendre obligatoire ou non le fait d'afficher les ingrédients, allergènes et calories contenues dans ces boissons.

Numérique et innovation

14. Microsoft affirme avoir des preuves de l'utilisation de systèmes d'IA par des acteurs cyber-malveillants chinois, russes, iraniens et nord-coréens

Microsoft et OpenAI ont [publié](#) un rapport cette semaine documentant l'utilisation de systèmes d'IA par certains groupes liés aux gouvernements russe, chinois, iranien et nord-coréen. Le rapport indique que les systèmes d'IA sont utilisés pour accroître la productivité de ces groupes (notamment en matière de compréhension du secteur d'activité de leurs cibles, d'ingénierie sociale et de préparation de lignes de code) sans que cette utilisation ne se traduise encore par l'émergence de nouvelles menaces en matière de cybersécurité. Les entreprises disent avoir mis en œuvre des mesures pour veiller à restreindre l'accès de ces acteurs malveillants à leurs services et produits et partagé ces informations auprès d'autres fournisseurs de services d'IA.

Brèves

- Une nouvelle version du Kids Online Safety Act (KOSA) a été [présentée](#) par les sénateurs Richard Blumenthal (D-Connecticut) et Marsha Blackburn (R-Tennessee), avec le soutien de 62 co-sponsors. La principale révision du texte concerne la restriction du champ d'action des procureurs généraux des États fédérés.

Santé

1. L'IA et les traitements contre l'obésité ont été identifiés à la JP Morgan Conference comme les deux sujets phares de l'année pour l'industrie pharmaceutique américaine

La [conférence JP Morgan](#) sur la santé à San Francisco s'est concentrée sur deux principaux sujets : (i) les défis liés aux traitements contre l'obésité, notamment en ce qui concerne la capacité de production des principaux fabricants de ces médicaments, Eli Lilly et Novo Nordisk, alors que leurs modalités de financement restent à définir ; (ii) l'IA et ses outils ont également été évoqués s'agissant de leur contribution à l'innovation en matière thérapeutique, Nvidia estimant que l'incorporation de l'IA permettra l'avènement de la première entreprise pharmaceutique au monde avec une valorisation supérieure à 1 000 Md\$.

Brèves

- Au moins 120 ordonnances ont été [prescrites](#) pour la première pilule traitant la dépression post-partum (Zurzuvae) dans les jours qui ont suivi son lancement, a révélé le fabricant de médicaments Sage Therapeutics [dans son rapport sur les résultats de fin d'année 2023](#). La dépression post-partum touche environ 500 000 femmes chaque année. Le prix de lancement de 15 900 \$ du médicament avait conduit les analystes à exprimer des réserves quant à ses perspectives de succès commercial.
- Un [sommet de Politico Pro](#), est revenu sur les grandes tendances attendues dans le secteur de la santé aux États-Unis. Outre la persistance d'un clivage durable sur l'avortement et, à l'inverse, un consensus bipartisan sur la nécessité d'une meilleure prise en charge des soins de santé mentale, les discussions ont abordé la récente approbation d'importations de médicaments depuis le Canada, source d'inquiétudes pour l'industrie pharmaceutique américaine.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington
washington@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER des États-Unis
Abonnez-vous [ici](#)